Un livre de Matt Kennard : Le racket, un problème à résoudre

Partage international n° 446 – Octobre 2025

par Mitch Williams

Benjamin Creme a souvent mentionné que les problèmes de l'humanité sont essentiellement de nature spirituelle et qu'ils se traduisent actuellement principalement dans les domaines de la politique et de l'économie. Dans son livre : *The Racket, a Rogue Reporter vs the American Empire*[1] *(Le racket, un journaliste rebelle contre l'empire américain),* Matt Kennard offre un regard extrêmement précis des forces à l'œuvre travaillant dans l'ombre sans relâche à maintenir le statu quo économique et politique prépondérant et de plus en plus dysfonctionnel.

The Racket est l'histoire de la construction d'un empire économique tyrannique, essentiellement par les Etats-Unis et ses divers alliés financiers (sociétés transnationales, banques, fonds spéculatifs et d'investissement, et compagnies d'assurance), avec au premier plan les médias occidentaux traditionnels. Dans ce contexte, le « racket » se réfère à la fois aux participants de cette conspiration mondiale, et aux divers moyens employés pour atteindre leurs objectifs[2]. Le parcours professionnel de M. Kennard comme journaliste financier pour des publications comme le *Financial Times* et *The Guardian* au Royaume-Uni, aussi bien que son expérience journalistique de terrain à travers le monde, ayant approché de nombreux hauts responsables au sein du racket comme ceux qui travaillent à en empêcher l'expansion, sans mentionner plusieurs de ceux qui en ont été victimes, fournissent au sujet une perspective unique.

Le récit historique de M. Kennard commence à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec la création des institutions de Bretton Woods : le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Soutenue par une machine de propagande bien huilée qui dépeint invariablement les Etats-Unis et ses alliés commerciaux comme les héros du monde, propageant la démocratie, la prospérité et la justice économique internationalement, l'histoire véritable est bien plus sombre.

« Les planificateurs américains se mirent à concevoir un système monétaire international qui placerait le reste de l'humanité sous leur coupe. » Ils avaient conscience que faire cela tout en se présentant comme des chevaliers en armure serait compliqué. Ils ont donc construit *« une série d'institutions mondiales qui décideraient de la manière dont les pays les plus pauvres géreraient leurs propres économies. L'idéologie directrice serait une forme de capitalisme soutenu par les Etats-Unis, qui ne tolérerait aucune divergence sur sa doctrine. »*

Ces institutions viendraient à l'aide des pays subissant une sévère crise économique, crises souvent provoquées par les racketteurs eux-mêmes, en offrant des prêts fortement conditionnés, contraignant ceux qui les obtiennent à en payer un prix élevé. L'« aide » vient généralement sous la forme d'investissements étrangers dans des segments étroits de l'infrastructure du pays, y installant des industries de différentes sortes. Les bénéfices issus de ces industries, principalement des produits pour l'exportation, retournent aux investisseurs étrangers, alliés commerciaux des bâtisseurs d'empire américains, exigeant que le pays hôte renonce aux taxes.

A l'exception occasionnelle de petits groupes d'oligarques locaux, qui se prêtent au jeu de l'approche néolibérale des racketteurs, la population du pays hôte n'en retire aucun autre bénéfice que des emplois d'esclave extrêmement mal rémunérés. Elle est dans l'incapacité de bénéficier des produits fabriqués faute de fiscalité en sa faveur, de salaires suffisants, d'équipements collectifs ou de service.

Les sociétés étrangères s'approprient même la production agricole, qu'elles développent pour l'exportation, remplaçant souvent l'agriculture de subsistance locale, et rendant les ressources alimentaires de plus en plus inaccessibles pour la population la plus exposée. Lorsque la main d'œuvre locale se défend en tentant de s'organiser pour demander l'augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail, le mouvement est étouffé, ou lorsque cela s'avère trop difficile, la société déplace ses opérations dans un pays encore plus démuni où elle peut obtenir de la main d'œuvre à un prix encore plus bas.



Photo :Paul Goyette/CC BY 4.0, Wikimedia Commons, via flickr.com

Le Maître de Benjamin Creme a prédit que le pouvoir du peuple deviendrait le prochain super pouvoir mondial auquel aucun gouvernement ne pourra s'opposer. L'auteur M. Kennard semble faire écho à cette perspective.

D'autres exigences infligées aux pays victimes incluent le transfert des fonds publics soutenant le bien-être social et d'autres services vers le paiement d'une dette souvent assortie de taux d'intérêts élevés. Des pays comme le Brésil, l'Argentine, le Salvador, l'Indonésie et particulièrement Haïti, ont tous subi l'impact dévastateur de ces politiques de racket.

Lorsque les dirigeants d'un pays osent inverser la tendance et choisissent d'investir dans les besoins de leur population plutôt que dans les sociétés étrangères et les intérêts financiers, la machine du racket passe à la vitesse supérieure à plusieurs niveaux. La propagande médiatique du racket travaille à diaboliser ces dirigeants démocratiquement élus, les qualifiant de dangereux « dictateurs socialistes » violant les droits de leurs citoyens. D'autres moyens sont également employés : *« Une des caractéristiques principales de la stratégie impérialiste étasunienne est de maintenir une prétendue société civile ouverte dans les démocraties de « faible intensité », en injectant de l'argent dans certaines ONG pour les droits de l'homme qui soutiennent les Etats-Unis et ses politiques. »*

Fréquemment, les Etats-Unis et leur complexe militaire industriel fournissent des armes et un soutien financier aux forces politiques militantes de droite, soutenant les coups d'Etats et autres tentatives pour renverser les gouvernements élus. En dernier ressort, les Etats-Unis et d'autres puissances occidentales prennent parfois part directement aux opérations militaires pour écarter ces « tyrans malfaisants ».

Faisant la preuve d'un scandaleux double standard, la deuxième moitié du vingtième siècle regorge d'exemples de la manière dont les Etats-Unis ont soutenu de brutaux dictateurs, en dépit de leurs prétentions à promouvoir la démocratie à travers le monde, tant que ceux-ci soutenaient les règles commerciales du racket. Certains de ces dirigeants despotiques ont été littéralement mis en place par des machinations de la CIA ou par d'autres moyens, contre le souhait de la population (le Shah d'Iran en est un bon exemple). Les autres dictateurs soutenus par les Etats-Unis incluent Hosni Moubarak en Egypte, Suharto en Indonésie, Saddam Hussein en Irak et Augusto Pinochet au Chili. La liste ne s'arrête pas là. Les Etats-Unis et les autres racketteurs ne se retournent contre ces despotes que lorsqu'ils commencent à menacer de quelque manière l'ordre économique.

M. Kennard argumente même en faveur de l'idée que la guerre froide a consisté moins à contenir et s'opposer à l'URSS qu'à soutenir les principes de l'impérialisme du racket. Il cite Ken Livingstone, ex-premier ministre du Royaume-Uni et premier maire de Londres : *« La guerre froide fut en grande partie une fiction parce que les Etats-Unis avaient 20 fois plus de bombes que les Soviétiques. »* Après la fin de guerre froide, la justification pour le maintien des dépenses militaires s'est déplacée sur la « guerre contre le terrorisme » et la « guerre contre la drogue », cette dernière étant utilisée pour justifier les avant-postes militaires dans les pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.

Au sein des Etats-Unis et dans d'autres pays développés occidentaux, le Racket utilise une approche légèrement différente avec le même objectif : celui de faire remonter chaque centime possible de richesse aux ultras riches. Aux Etats-Unis, la « guerre contre la drogue » est utilisée comme un moyen pour accroître continuellement l'expansion du complexe industriel des prisons privées. Les sociétés d'extraction ont toute latitude pour dévaster l'environnement et créer un environnement dangereux pour leurs employés. Les institutions éducatives sont utilisées pour faire du prosélytisme auprès des jeunes pour les convaincre de l'incontestable prééminence du prétendu système de libre marché.

John Curtis, de l'*American Association of College Professors* (Association américaine des professeurs d'universités), est cité : *« L'une de nos préoccupations est que les universités deviennent plus un système de marché que de production de connaissance au bénéfice de la société. »* Les profits sont privatisés mais les pertes socialisées (comme lors de la crise économique de 2008). Les monopoles prospèrent, condamnant les petites entreprises. Les

syndicats et les travailleurs syndiqués sont privés de droits, et les sociétés transnationales exportent leurs opérations dans les pays en développement déjà sous la coupe du racket, profitant d'une force de travail plus malléable, pour gagner la course aux plus bas salaires.

L'espoir au rendez-vous

Le récit de M. Kennard n'est cependant pas sans espoir. Il mentionne certains dirigeants comme Evo Morales en Bolivie et Hugo Chavez au Venezuela parmi d'autres, qui ont riposté en mobilisant un large soutien de la population, créant des systèmes sociaux efficaces pour leurs citoyens, expulsant les militaires étasuniens et dans certains cas, en collaborant économiquement avec la Chine, qui n'impose pas les restrictions des politiques du racket.

M. Kennard exprime également une grande foi dans le pouvoir dont le peuple a fait preuve lors des soulèvements tels que le printemps arabe et le mouvement Occupy, ainsi que dans les médias indépendants et l'activisme en ligne. Comme les lecteurs de *Partage international* le savent, le Maître de Benjamin Creme a prédit que le pouvoir du peuple deviendrait le prochain super pouvoir mondial auquel aucun gouvernement ne pourra s'opposer. M. Kennard semble faire écho à cette perspective. Il termine le livre par un chapitre sur l'art populaire et son influence sur la formation de l'opinion publique et la direction des politiques de justice sociale.

D'un point de vue ésotérique, ce problème omniprésent dans les domaines économique et politique révèle la séparation, l'égoïsme et la cupidité de ce matérialisme effréné qui s'oppose à la synthèse, au partage et à la coopération, valeurs qui incarnent une approche plus spirituelle de la vie.

Mettre en lumière les complexités de ce problème profondément enraciné est un des moyens de le traiter et de le dépasser.

1. Seconde édition publiée en 2024 par Bloomsbury Academic, © Matt Kennard, 2015, 2016, 2024.
2. Le terme *racket* est un mot d'argot commun aux Etats-Unis et au Royaume-Uni se référant à une entreprise criminelle organisée dont l'objectif est le profit financier.

Auteur : Mitch Williams, auteur, conférencier et collaborateur de Share International. Il réside à Canton, dans l'Illinois (États-Unis)
Thématiques : Société
Rubrique : Compte rendu